

Journal of

Education and Practice

(JEP)

Urgences Educatives à l'Extrême-Nord du Cameroun : Réponses
aux Crises et Enjeux de la Scolarisation



CARI
Journal

Urgences Éducatives à l'Extrême-Nord du Cameroun : Réponses aux Crises et Enjeux de la Scolarisation

 Safiatou Saïdou

Université de Garoua/Cameroun

<https://orcid.org/0009-0003-1947-1160>

Résumé :

Objectif: L'objectif principal de cette étude est de comprendre l'impact des crises sécuritaires, climatiques et humaines sur le système éducatif dans l'Extrême-Nord du Cameroun. L'étude vise également à identifier les réponses appropriées face aux urgences éducatives engendrées par ces crises multiples, en examinant les défis liés à la scolarisation dans cette région.

Méthodologie: Une approche qualitative a été adoptée pour cette étude, combinant des analyses de données secondaires et des enquêtes de terrain. Des entretiens avec des acteurs locaux, notamment des enseignants, des responsables éducatifs, des agents humanitaires, des parents et des élèves, ont permis de recueillir des informations sur les conditions de scolarisation et les mesures mises en place face aux crises.

Constats: Les principaux constats révèlent que les attaques de groupes armés et les conditions climatiques extrêmes ont considérablement perturbé la scolarisation dans la région. Les infrastructures scolaires sont souvent endommagées ou détruites, et la sécurité des élèves et des enseignants est mise en danger. En outre, les déplacements massifs de populations internes ont exacerbé les tensions sociales et limité l'accès à l'éducation. Le nombre d'élèves inscrits a chuté, et les taux d'absentéisme ont augmenté. Les efforts pour répondre à ces défis incluent la mise en place d'écoles temporaires et la distribution de matériel éducatif d'urgence, mais les solutions restent limitées et insuffisantes face à l'ampleur des crises.

Contribution unique à la théorie, à la pratique et aux politiques: Cette recherche contribue à la littérature sur l'éducation en contexte de crise en mettant en lumière les spécificités des crises dans les régions frontalières affectées par des conflits et des catastrophes climatiques. Elle suggère de nouvelles pistes pour l'analyse des réponses éducatives dans des contextes de vulnérabilité extrême. Sur le plan pratique, cette étude recommande la mise en place de mécanismes d'urgence pour garantir la continuité de l'éducation, notamment la création de centres d'apprentissage mobiles et l'intégration de technologies éducatives dans les zones difficiles d'accès. Des formations régulières pour les enseignants sur la gestion des crises et la résilience sont également cruciales pour améliorer la qualité de l'enseignement dans ces conditions. En termes de politiques publiques, il est essentiel d'accélérer les efforts pour renforcer la sécurité autour des établissements scolaires et garantir un financement constant pour la reconstruction et la maintenance des infrastructures scolaires. L'intégration de l'éducation dans les stratégies humanitaires et de développement est également primordiale pour garantir que l'éducation devienne un droit accessible même dans des contextes de crise.

Mots-clés : *Éducation, Crises, Urgences Éducatives, Enjeux, Extrême-Nord, Cameroun*

Abstract

Objective: The main objective of this study is to understand the impact of the security, climatic and human crises on the education system in the Far North of Cameroon. The study also aims to identify appropriate responses to the educational emergencies caused by these multiple crises, by examining the challenges associated with schooling in this region.

Methodology: A qualitative approach was adopted for this study, combining secondary data analysis and field surveys. Interviews with local stakeholders, including teachers, education officials, humanitarian workers, parents and pupils, were used to gather information on schooling conditions and the measures put in place in response to the crises.

Findings: The main findings reveal that attacks by armed groups and extreme weather conditions have considerably disrupted schooling in the region. School infrastructure is often damaged or destroyed, and the safety of pupils and teachers is at risk. In addition, massive internal population displacements have exacerbated social tensions and limited access to education. The number of pupils enrolled has fallen, and absenteeism rates have risen. Efforts to respond to these challenges include setting up temporary schools and distributing emergency educational materials, but the solutions remain limited and insufficient in the face of the scale of the crises.

Unique contribution to theory, practice and policy: This research contributes to the literature on education in the context of crisis by highlighting the specific features of crises in border regions affected by conflicts and climatic disasters. It suggests new avenues for analyzing educational responses in contexts of extreme vulnerability. In practical terms, the study recommends that emergency mechanisms be put in place to guarantee the continuity of education, including the creation of mobile learning centers and the integration of educational technologies in areas that are difficult to access. Regular training for teachers in crisis management and resilience is also crucial to improving the quality of teaching in these conditions. In terms of public policy, it is essential to step up efforts to improve security around schools and to guarantee ongoing funding for the reconstruction and maintenance of school infrastructure. The integration of education into humanitarian and development strategies is also essential to ensure that education becomes an accessible right even in crisis contexts.

Key words: *Education, Crises, Educational Emergencies, Challenges, Far North, Cameroon*

Introduction

Le Cameroun fait partie des 28 pays les plus touchés par les attaques menées contre l'éducation. Ces attaques, qui impliquent souvent des tirs d'armes à feu, des meurtres, des incendies criminels et des enlèvements, ont entraîné en 2022 la fermeture de 3 285 écoles dans ce pays selon l'étude « *Education under Attack* » (NRC, 2023). Particulièrement dans la région de l'Extrême-Nord, la scolarisation est fragilisée par diverses crises ces dernières décennies. Ces troubles sont causés, en partie, par les situations sécuritaires liées aux exactions de Boko Haram et aux conflits intercommunautaires. Aussi, les changements climatiques, les inondations et d'autres phénomènes conjoncturels ont constitué des situations d'urgences avec des « effets pervers » dans le domaine éducatif. Ces crises ont conduit aux phénomènes de migrations massives et involontaires, de déscolarisation, de non scolarisation, des arrêts intempestifs de cours, de destruction voire de fermeture des écoles dans nombreuses localités.

Avec un taux de pauvreté de 62,9% selon les données de l'INC (2024), la région de l'Extrême-Nord présente une incapacité à faire face à ses crises multiformes. Ces situations d'urgence, devenant dorénavant durables, mobilisent le gouvernement camerounais et les organisations nationales et internationales travaillant dans les domaines de l'humanitaire et de développement à venir en aide aux populations affectées. D'où la mise en œuvre des plusieurs stratégies, plans et actions de réponse à ces urgences humanitaires. Ici, il s'agit de s'interroger sur comment ces situations de crises constituent-elles des urgences éducatives et quelles réponses aux problèmes de la scolarisation résultants à l'Extrême-Nord Cameroun ? Cette contribution scrute les crises plongeant les écoles dans les situations d'urgence, identifie les besoins éducatifs émergents de ces crises et analyse les différents éléments de réplique face à ces phénomènes.

Méthodologie

Cette étude résulte des enquêtes menées dans quatre départements de la région de l'Extrême-Nord à savoir : le Logone et Chari, le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga et le Mayo-Danay. Le choix de cette région se justifie par la présence des risques sécuritaires et autres catastrophes qui y mettent en mal la scolarisation des enfants. Ces zones constituent des localités plongées dans des crises, menaces et vulnérabilités imposant l'aide humanitaire. Raison pour laquelle, la réponse humanitaire à l'Extrême-Nord est assurée par au moins 53 organisations qui se répartissent en 17 ONG internationales, 15 ONG nationales, 11 organisations onusiennes, 8 acteurs gouvernementaux et 2 organisations du mouvement de la Croix-Rouge (OCHA, 2021).

Sur le plan méthodologique, la collecte de données s'est appuyée sur les techniques qualitatives. Ainsi, les données secondaires ont été obtenues par le biais de la revue documentaire qui a consisté à exploiter les rapports et autres documents sur les différentes crises et les plans de réponses à celles-ci dans la région l'Extrême-Nord. Quant aux données primaires, elles ont été collectées à travers des entretiens auprès des membres de la communauté éducative constitués des enseignants, des parents, des élèves et des responsables au niveau des délégations. Également, les agents humanitaires travaillant dans les ONGs et les membres des

organisations de la société civile ont été interrogés. Au total, 50 acteurs sociaux ont été questionnés grâce à la technique d'échantillonnage par choix raisonné. Le traitement de ces données a été soumis à une analyse de contenu par thématique. Enfin, l'observation directe menée dans les différentes localités a permis d'appréhender les crises et leurs impacts sur les situations scolaires.

Cartographie des situations d'urgence rebondissant sur les écoles

De plus en plus, les écoles se retrouvent au centre de crises depuis plus d'une décennie. Avec environ 344 établissements préscolaires, 2662 écoles primaires et 386 établissements secondaires selon les annuaires du MINEDUB et du MINESEC (2022), la région de l'Extrême-Nord est victime des attaques de ses écoles par les groupes armés et bien d'autres phénomènes conjoncturels, structurels et naturels.

D'abord, la région de l'Extrême-Nord est harcelée par le groupe terroriste Boko Haram depuis 2013 notamment les départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. Ceux-ci concentrent à eux seuls environ 90% des incidents de sécurité enregistrés dans la région (OCHA, 2022). Les attaques de ce groupe armée, dans l'objectif d'amener les populations à renoncer à « l'école des blancs », ont provoqué la destruction des infrastructures scolaires et dans une certaine mesure les enlèvements d'enfants et du personnel enseignant. En effet jusqu'en 2021, le rapport du Plan International (2022) indique 19 attaques d'écoles enregistrées dans les trois départements de la région et 38 460 élèves IDP dans ses établissements primaires, soit 26% des élèves déplacés du pays. Aussi, la fermeture des écoles se justifie par l'accroissement des incursions de Boko Haram dans les villages frontaliers du Nigeria et le besoin de transformer certains établissements en sites militaires. Ce qui fait en sorte que 11 établissements scolaires soient occupés avec suspension des activités éducatives (Plan International, 2022).

Ensuite, la renaissance des conflits ethniques accompagnés des attaques violentes des humains, des animaux et des ressources naturelles ainsi que les migrations brusques et massives ont détérioré la situation scolaire des enfants. En effet, ces conflits confrontant les groupes des éleveurs, des agriculteurs et des pêcheurs arabes choa et mousgoum ont été exacerbés par le changement climatique, la crise alimentaire et la mauvaise gouvernance. Entre 2021 et 2023, ils ont provoqué une douzaine d'autres querelles liées à l'accès aux ressources et ont temporairement déplacé quelques 15 000 personnes appartenant à d'autres groupes ethniques dans la région. Au total, environ 100 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, qui ont fui les violences, ce qui a généré des urgences humanitaires au Cameroun et au Tchad (Crisis Group, 2024).

Par ailleurs, le phénomène de trances dans les écoles secondaires, qui frappe temporairement les élèves, se manifeste par les dépressions, les évanouissements, la psychose, l'accusation du personnel enseignant, la révolte des élèves, la destruction de biens des enseignants, le saccage des infrastructures scolaires et la perturbation des cours par les arrêts intempestifs. Ces théâtres mystiques étaient enregistrés dans presque tous les départements de la région. Notamment dans le département du Mayo-Sava, le lycée classique, le lycée bilingue

et le CES de Mora-Sultanat ont fait l'objet de scènes d'évanouissements et même d'enivremments de plusieurs filles en octobre 2016. Ce phénomène a poussé leurs camarades à prendre d'assaut les bâtiments administratifs, les véhicules et les motocyclettes du personnel enseignant. La dissuasion de violences a été effectuée par l'intervention des militaires. Aussi, le CETIC du Mayo-Kani, le lycée classique de Moulvoudaye dans le département du Mayo-Danay ont connu ces événements tragiques en novembre 2022 et le lycée bilingue de Maroua dans le département du Diamaré en février 2023.

En sus, les inondations récurrentes perturbent les activités socio-économiques et scolaires de la population de l'Extrême-Nord principalement dans le Mayo-Danay, le Logone et Chari et le Mayo-Sava. Généralement, ces inondations entraînent déplacement massif des habitants de ces zones. Par exemple en février 2023, les données indiquent que les inondations et les fortes pluies ont été responsables du mouvement de près de 20 pour cent des 700 000 personnes déplacées enregistrées (OIM, 2023). En septembre 2024, ces inondations ont causé 11 morts, 200 000 personnes touchées, 185 écoles primaires inondées et 42 établissements secondaires inondés dans le Mayo-Danay (OCHA, 2024). Les images ci-dessous illustrent ces inondations dans les établissements scolaires du Logone et Chari.



Cliché : Safiatou, octobre 2024

Planche 1 : des établissements scolaires inondés créant des arrêts de cours à Kousseri

Enfin, l'élévation des vents forts et violents qui accompagnent certaines précipitations décloque les toits de salles de classes. Ce qui pousse les établissements scolaires à faire des cours en plein air avec des perturbations climatiques et bruits sonores réduisant l'attention des apprenants sur les activités enseignements/apprentissages. Cette réalité est illustrée dans le lycée technique de Guéré du département de Mayo-Danay à travers la planche suivante.



Planche 2 : images montrant les salles de classe sans toit obligeant les enseignements sous l'arbre

La conjugaison de ces différentes crises a affecté la continuité des activités scolaire avec l'interruption et le saccage de 271 écoles, le déplacement de 1.075. 252 personnes et la mise de 482.000 enfants en situation d'assistance en éducation à l'Extrême-Nord (OCHA, 2023). Ces migrations forcées perturbent le fonctionnement des écoles et les rythmes éducatifs dans la région, mettant la pression sur des écoles déjà surchargées avec pour autre effet évident la dégradation des conditions d'éducation.

Identification de Besoins éducatifs émergents des crises multifformes à l'Extrême-Nord

L'Aperçu des besoins humanitaires de 2023 indique que 1,4 million d'enfants se retrouvent dans le besoin d'une assistance humanitaire dans le domaine éducatif. Ainsi, le secteur de l'éducation de la région l'Extrême-Nord a mené plusieurs études sur l'évaluation des besoins en éducation dans les départements les plus touchées par les crises. Il ressort que cette région est la plus pauvre du Cameroun avec le taux de scolarisation le plus bas. De ce fait, elle est classée par le gouvernement du Cameroun comme zone d'éducation prioritaire. Le ratio élèves/enseignant dans la zone touchée a augmenté depuis le début de la crise à 179 enfants pour 1 enseignant contrairement à la norme de 40 enfants pour 1 enseignant (MINEDUB/DREB, 2020). Cela a pour cause en partie les flux migratoires et la fermeture des écoles. Selon le MINEDUB, sur les 192 écoles fermées en 2014 à cause de l'insécurité liée au boko haram, 58 demeurent non fonctionnelles jusqu'en 2022.

Dans la région de l'Extrême-Nord, l'EiEWG estime que plus de 402 000 enfants ont besoin d'éducation (HRP, 2021) sur 1 800 000 enfants d'âge scolaire. Les départements du Logone-et-Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga ont été les plus touchés. Avec plus de 320 000 déplacés dans l'Extrême-Nord, dont 51% sont des enfants, la scolarisation des enfants déplacés dans les écoles des communautés hôtes expose une surpopulation, mettant la pression sur les ressources scolaires et la capacité d'encadrement de ces écoles (manque de salles de classe et autres équipements pédagogiques, manque d'enseignants qualifiés, manque de matériel didactique, etc.). En effet, toutes les écoles parcourues expriment les besoins en équipements pédagogiques, en latrines fonctionnelles selon le sexe, en aménagements physiques et pédagogiques pour les élèves présentant du handicap, en mobiliers de bureaux, en équipements

de divertissement et en équipements sanitaires. Bref, après la destruction ou les ravages des écoles, il y a le besoin de leur reconstruction. Une étude effectuée par le Plan Cameroun sur « Rapid Assessment of Education Needs in Logone-Birni and Diamaré Department » en juin 2022 indique qu'il est indispensable de construire 98 salles de classe et en réhabiliter 26.

Plusieurs écoles visitées montrent la faible capacité d'accueil des élèves. Ce qui a permis d'observer des salles de classes surchargées avec environ 100 élèves où certains sont assis 5 à 6 par table banc et d'autres sont juste assis à même le sol. Cette réalité est visible dans les localités de Mayo-Tsanaga, de Mayo-Sava et de Mayo-Danay dans une moindre mesure. Mais, le Logone et Chari qui souffre du problème de la sous scolarisation n'a pas connu cette saturation du fait du phénomène de « l'exploitation des enfants qui sont investis dans les activités commerciales et agro-pastorales afin de subvenir aux besoins de leurs familles » comme l'affirme un répondant à Kidam. Ainsi, l'observation sur le terrain montre une faible représentation des enfants dans les écoles de Logone Birni notamment à Kidam, à Dilga, et à Houlouf ainsi que dans d'autres localités de ce département telles que Hile Alifa, Fotokol et Afadé avec plus ou moins une trentaine apprenants dans certaines classes. Cela se justifie par les migrations saisonnières ou temporaires qui sont une caractéristique des modes de vie des populations s'accommodant mal avec l'école, qui est une institution fixe et le départ précoce en mariage des jeunes filles. Dès l'âge de treize ans, l'adolescente est considérée comme suffisamment mature pour aller en mariage (Kana, 2018).

Selon une étude conjointe menée par l'UNICEF et le Bureau National de l'État Civil (BUNEC) en 2019, 66% de ménages des zones en crises comptent au moins un membre dépourvu d'acte de naissance. Cette situation se justifie d'une part par que le non-enregistrement de la naissance des enfants et d'autre part par la perte de documents officiels pendant les crises. Les enseignants et parents ont confirmé ce phénomène en déclarent que les enfants manquent des actes de naissance et en ont besoin pour poursuivre les études. Un acte de naissance est un impératif dans le processus de scolarisation. Son absence ne permet pas à un enfant de participer à examen officiel et par conséquent, il ne pourra pas accéder au-delà d'un certain niveau scolaire. « Bien qu'on les accepte actuellement, mais ils auront de problème pour entrer dans le parcours secondaire qui exige ce document de naissance » insiste un enseignant.

Compte tenu de la situation sécuritaire dans les localités touchées par les crises, l'expression de besoins urgents pour les enfants en âge scolaire par les répondants porte sur le besoin d'un environnement d'apprentissage sûr et protecteur faisant référence aux salles de classe et aux bâtiments sécurisés. Avec un déficit criard de la protection physique, ces écoles, ouvertes en majorité, constituent des espaces facilitant l'incursion de leurs ennemis et l'envahissement par des inondations ; d'où la nécessité de les clôturer.

Généralement, les situations de crises exposent les populations aux troubles psychiques tels que la peur, l'angoisse, la dépression. À ce sujet, un enseignant de EPPA G4B-Yagoua renseigne que « les enfants ne sont pas à l'aise quand ils sont ailleurs, ils font face à la peur et à l'insomnie » après leur déplacement de leur localité d'origine. Pour cette situation, les autorités locales et le personnel éducatif se rejoignent sur le fait qu'il y a le manque

d'enseignants à même de gérer les enfants traumatisés par les conflits et les catastrophes naturelles. À cet effet, le MINEDUB (2019) précise qu'il y a en moyenne un enseignant pour 140 élèves. La formation des enseignants à la prise en charge psychologique et psychosociale devient une nécessité pour en encadrement épanoui de leurs apprenants.

La pandémie de COVID-19 et la fermeture des écoles de mars à juin 2020 ont encore fragilisé le secteur en créant des inégalités et en augmentant la vulnérabilité de localités déjà touchées par l'insécurité et les flux migratoires. Cette pandémie a créé le besoin d'apprentissage à distance qui n'est pas à la portée de tous.

En outre, les enfants non scolarisés et déscolarisés font souvent face à des risques de protection plus importants tels que la violence, l'exploitation et les traumatismes psychologiques. C'est dans ce sens que l'UNHCR et INTERSOS avaient réalisé une « évaluation de la situation de protection des déplacés du site de Djamalia installés à IGAWA » en juin 2020 où il ressort que les enfants font face à des risques multiples: exploitation, travail forcé, enlèvements, association aux groupes armés au sein des communautés hôtes, voire enrôlement forcé, détention arbitraire, mariage précoce, abus et violence sexuelle, difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation. Dans ce contexte de violences multidimensionnelles, le besoin de protection civile, physique et morale est manifeste.

Face à ces besoins éducatifs qui surgissent des différentes crises, des actions proposées en vue d'aider les enfants affectés, non scolarisés et déscolarisés, à intégrer ou à réintégrer l'école dans un environnement d'apprentissage protecteur tout en fournissant des cours de rattrapage pour les enfants scolarisés. Ces actions visent un accès à l'éducation pour tous. À ce niveau, l'accès fait référence à la possibilité de s'inscrire, de participer et de terminer un programme d'éducation formelle ou informelle (INEE, 2010).

Réponses éducatives urgentes face aux crises

Les réponses appliquées sont inhérentes aux protocoles et décisions pris aux niveaux international et national. Au plan international, il s'agit entre autres de la Résolution 64/290 de l'Assemblée Générale des Nations-Unies sur le droit à l'éducation dans les situations d'urgence de 2010 et de Résolution 1998 du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur la surveillance des attaques contre les écoles de 2011. Au niveau national, il y a la Loi d'Orientation de l'Éducation de 1998 qui précise en son Article 27(1) que « l'enceinte d'un établissement d'enseignement est inviolable » et la Loi № 2001/005 du 16 avril 2001 portant orientation de l'enseignement supérieur mentionnant aussi en son Article 9 : « le campus d'une Institution est inviolable [...] ». Par la volonté politique nationale, la mise en œuvre de ces textes est accompagnée des actions concrètes en faveur de l'éducation y compris dans les contextes d'urgences comme celui de la région de l'Extrême-Nord. Ce qui va en droit ligne avec l'Objectif de Développement Durable 4 (ODD 4) qui vise à garantir l'accès de toutes et tous, enfants et adultes, à une éducation équitable, gratuite et de qualité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Cela suit aussi l'un des Objectifs de la stratégie continentale de l'éducation 2016-2025 de l'Union Africaine qui est de construire, réhabiliter et préserver les infrastructures scolaires et développer des politiques qui assurent à tous et de façon permanente un

environnement serein et propice à l'apprentissage, afin d'accroître l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux d'éducation.

Au niveau National et suivant la SND30, le dispositif et les mécanismes de prévention, de réponse et d'atténuation de crises doivent être améliorés de façon à rendre plus résilient le système éducatif camerounais (Stratégie du Secteur de l'Éducation, 2023-2030). Il s'agit de (i) renforcer les politiques éducatives pour faire face aux crises; (ii) garantir un accès et un environnement sain sur et protecteur; (iii) adapter la pédagogie face aux crises; (iv) impliquer davantage les communautés (déplacés de force et hôtes) dans l'élaboration et la mise en œuvre des différentes interventions et (v) renforcer les compétences des enseignants et améliorer leur situation. Au niveau local, il y a la création d'un comité départemental Safe School dans le Mayo-Tsanaga et l'implémentation de plusieurs projets avec pour objectifs spécifiques de créer des environnements d'apprentissage sûrs.

Premièrement, le gouvernement camerounais sous l'impulsion des organismes tels que l'UNICEF, le HCR et bien d'autres ont commencé par l'inscription et l'instruction d'acceptation des enfants en âge scolaire dans les établissements des zones d'accueil, les dons de kits scolaires aux élèves, l'exemption de frais de scolarité, la fourniture des ressources pédagogiques et didactiques. Pour les écoles complètement détruites ou ravagées, ces ONGs ont opté pour la création des espaces d'apprentissage temporaire dans plusieurs localités du Logone et Chari et du Mayo-Danay comme que la montre la planche ci-après.



Clichés : Georges, septembre 2024

Planche 3 : Images des espaces temporaires d'apprentissage implémentés par UNICEF dans le Mayo-Danay

Suite aux inondations que connaissent ces localités, cet organisme a apporté cette réponse pour la permanence des activités scolaires.

Également, le NRC et le Plan en collaboration avec les acteurs de la protection de l'enfance tels que l'UNICEF, le PNUD, l'UNFPA se sont inscrits dans la logique de la protection civile en aidant les familles et les enfants à obtenir des certificats de naissance et des documents d'identité, afin que ceux-ci participent à l'examen national (CEP) et de progresser dans le système d'enseignement secondaire. D'autres partenaires tels que IRC, INTERSOS, ALDEPA, IMC et CLIRA ont des projets d'actes de naissance dans leurs portefeuilles. Par

exemple, 174 actes de naissance établis par jugement supplétif et 1300 actes de naissance établis par procédure administrative de reconstruction par l'IRC (2022).

Dans les situations sécuritaires où les activités enseignements/apprentissages deviennent difficiles voire impossibles dans des cadres formels, les interventions étaient centrées sur la mise en place des programmes d'enseignement par la Radio à travers les clubs d'écoute et la formation des animateurs pédagogiques. Plus loin, l'avènement de la pandémie de Covid-19 a été à l'origine de la mise sur pied de l'éducation à distance avec des plateformes numériques d'apprentissage assurant la continuité pédagogique. Cela s'est accompagné de don de récepteurs radio avec clés USB, de la mise en ligne des programmes, du paiement des créneaux horaires et d'animation radio avec de kits scolaires pour les apprenants.

Par la suite, on observe la création des espaces de divertissement et d'apprentissage comme le cas des espaces amis-enfance mis sur pied par l'UNICEF dans divers établissements scolaires. Dans l'optique de retenir, d'encourager les enfants à rester à l'école pendant les heures de cours, le PAM a également initié le projet de cantines scolaires dans 268 écoles des zones affectées par les crises.

Toujours dans le dessein de répondre aux problèmes de non scolarisation et de déscolarisation, le NRC et le Plan coopèrent avec le Ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB) pour développer, promouvoir et piloter un Programme d'Éducation Accéléré (PEA) depuis 2018, dans la région de l'Extrême-Nord. À la fin de 2019, ils ont organisé un atelier avec tous les acteurs concernés de l'éducation et les partenaires du groupe de travail sur l'éducation en situation d'urgence. Tout cela a permis à ces organismes d'entreprendre en 2021 le projet intitulé « répondre d'urgence en matière d'éducation pour les enfants non scolarisés touchés par le déplacement dans l'Extrême-Nord ». En fait, il s'agit de la mise sur pied des Curricula Accélérés d'insertion et de réinsertion des enfants déscolarisés et non scolarisés (CAPEP et CARED) et du Programme d'Éducation Accéléré (PEA).

Effectivement, les premiers projets ont permis à ce que 6 155 enfants PDI et communautés hôtes des localités de Mokolo, Mora, Mayo Moskota et Kousseri et 6159 enfants réfugiés du camp reprennent une éducation formelle à la rentrée scolaire 2016-2017. En décembre 2020, leur action a amélioré l'accès et la continuité de l'éducation pour 899 enfants et adolescents des PDI et des communautés hôtes dans le Logone et Chari et le Mayo-Sava. Ces enfants âgés de 6 à 13 ans ont été inscrits au programme CARED et 95% ont été réintégrés dans le système formel mais les 5 % n'ont pas atteint le niveau requis lors de l'évaluation finale. En outre, l'action a contribué à améliorer les compétences et les connaissances de 32 enseignants du CARED et 250 enseignants et le personnel du MINEDUB ont été formés sur la protection de l'enfance, la prévention de l'exploitation sexuelle...

Le second projet, lancé en mai 2020 et conçu pour couvrir un cycle primaire complet de six ans en trois ans, offre une éducation et une protection de qualité aux enfants et adolescents dans les communautés affectées par les conflits et les déplacements. D'abord, il est expérimenté à Makary et à Igawa-Meme avec pour but d'encadrer 840 enfants afin de les réintégrer dans les écoles formelles ou de les faire suivre des formations professionnelles.

Les enfants de près de vingt ans et plus ont été mis en contact avec des ONGs qui travaillent dans l'autonomisation des jeunes. À cet effet, ce sont entre autres la GIZ, le PNUD, l'UNFPA, le PAM, le PAIC et la GIZ qui conduisent le processus de formation socioprofessionnelle et de réinsertion socio-économique des jeunes leur permettant de se prendre en charge. Ces jeunes bénéficient des formations professionnelles, de l'installation en entreprise collective ou individuelle pour un auto-emploi et des bourses leur permettant d'aller se perfectionner ou travailler dans des projets de grande envergure comme celui du barrage de Nachtigal qui emploie la main-d'œuvre jeune.

D'autres activités consistent à procéder par « des sensibilisations de proximité et des causeries éducatives impliquant des autorités traditionnelles et religieuses » comme le renseigne un membre d'une OSC. À ce niveau, il était question d'informer sur les bonnes pratiques liées à la sécurité dans les écoles en sensibilisant les enseignants et les élèves aux dangers liés à tous les éléments d'attaques explosifs, en les formant à l'hygiène et à la prévention des maladies infectieuses telles que la COVID-19 et le choléra. C'est dans ce sens que le NRC et le Plan ont entamé le projet « WASH Education » pour la réouverture des écoles en Juin 2020. Étant présent depuis 2009 dans l'Extrême-Nord, le Plan « a réalisé de nombreux projets sur l'éducation, la protection, la nutrition, les moyens de subsistance et WASH, avec pour cibles les déplacés internes, les réfugiés et leurs populations hôtes » renseigne un travailleur humanitaire. Il a connu une expérience diversifiée de travail dans l'éducation formelle et non formelle y compris l'éducation dans les programmes d'urgence conformément aux normes de l'INEE.

La pandémie de COVID-19 a accéléré non seulement la fourniture de WASH dans les écoles mais aussi, « elle a favorisé la mise en œuvre de projets d'apprentissage à distance adaptées au contexte impliquant des plateformes d'apprentissage numériques et alternatives » soutient un enseignant. En 2021, le secteur de l'éducation prévoit d'introduire et d'étendre des approches innovantes pour l'offre d'éducation. NRC et Plan soutiendront ce processus et chercheront à adopter des approches innovantes dans l'action.

Sur le plan psychosocial, les organisations à l'instar de l'ACDC, du RESAEC et de COOPI ont fondé des centres d'encadrements des jeunes avec pour objectif primordial l'appui psychosocial. Ainsi, six (06) Centres Multifonctionnels et d'Encadrement des Jeunes (CEMEJEUN) ont été mis sur pied par ACDC dans le Logone-et-Chari, quatre (04) Centres d'Accompagnement Psychosocial des Jeunes (CAPSYSO) implémentés le Mayo-Sava par RESAEC avec la formation de quatre (04) Éducateurs Psychosociaux (EPS). Aussi, les Dispositifs Itinérants d'Assistance Psychosociale aux Adolescents (DIAPADOS) ont été créés par COOPI a créé dans plusieurs communautés. Ces organes ont pour but de répondre en général aux besoins psychosociaux des victimes de crises à l'Extrême-Nord. D'autres interventions psychosociales ont été apportées par les sectoriels : les délégations du Ministère des Affaires Sociales (MINAS) et du Ministère de la Santé Publique (MINSANTE) par le biais des centres sociaux comme l'Institut Camerounais de l'Enfance (ICE) à Maroua et les services sociaux dans les établissements sanitaires (Mokolo, Kousseri) et pénitentiaires (Mokolo, Maroua) comme le précise Abélégué (2021).

Discussion

La présente étude s'inscrit dans un contexte de crise prolongée dans l'Extrême-Nord du Cameroun, marqué par des défis sécuritaires, climatiques et humains. Les résultats obtenus révèlent la complexité de la situation éducative dans cette région et montrent que les effets combinés des violences armées et des catastrophes naturelles perturbent profondément le système éducatif, affectant à la fois l'accès à l'éducation, la qualité de l'enseignement et le bien-être des élèves. La discussion suivante met en lumière les enjeux principaux et les pistes d'amélioration pour renforcer la résilience du système éducatif dans ces zones de crise, tout en corroborant les résultats de l'étude avec ceux des recherches antérieures.

Les résultats de cette recherche montrent clairement que l'insécurité et les conditions climatiques extrêmes ont un impact majeur sur l'accès à l'éducation avec l'accentuation de la vulnérabilité des élèves. Ces troubles sont en ligne avec le rapport de l'UNESCO (2011) qui indique comment les conflits armés affectent l'accès à l'éducation, l'intégrité des écoles et les menaces pesant sur les enseignants et les élèves dans les zones de guerre, en fournissant des données à travers différentes régions du monde.

Les jeunes filles et les enfants issus de milieux défavorisés sont les plus touchés par ces interruptions, confirmant les conclusions d'Omoeva et al. (2016) et de Jones et al. (2022) qui démontrent que les conflits violents exacerbent les inégalités éducatives, en particulier en ce qui concerne le genre et la richesse. Ce qui amène les enfants, surtout les filles, en situation de crise à faire face à l'échec scolaire voire à l'absence d'éducation.

Également, un impact majeur sur le bien-être des élèves est révélé, notamment en termes de stress et de traumatisme, résultant des violences vécues et des déplacements forcés. Cette dimension est largement corroborée par Bass et al. (2014), qui ont montré que les conflits armés entraînent une détérioration significative de la santé mentale des adolescents déplacés en raison de la guerre en Ouganda du Nord, en comparant les évaluations des adolescents eux-mêmes et de leurs soignants.

Par ailleurs les résultats de cette étude étalent le manque de durabilité des solutions apportées, notamment des écoles temporaires, sont utilisées comme réponse immédiate aux interruptions éducatives. Cependant, ces réponses restent insuffisantes à long terme. Cette constatation rejoint les conclusions de Reimers et Chung (2010) qui renseignent que si les interventions humanitaires peuvent offrir des solutions immédiates, elles ne suffisent souvent pas à garantir une reprise à long terme et une stabilité durable dans les systèmes éducatifs des pays post-conflit. Ces solutions peuvent se révéler fragiles, surtout si elles ne sont pas accompagnées d'efforts pour renforcer l'infrastructure éducative et la formation des enseignants qui sont essentielles pour la résilience du système éducatif. En évoquant la durée de projets, le financement, la nature provisoire ou temporaire des interventions, on arrive à la question de pérennisation des actions humanitaires et à l'exposition de leurs bénéficiaires au « syndrome de la dépendance » à l'égard de l'aide internationale comme l'affirment Fresia et al. (2021). De la sorte, les possibilités de poursuivre des réponses aux situations de crises par

les populations locales demeurent limitées à cause du déficit de transfert des compétences, de leur faible autonomisation ou de manque de ressources.

Les politiques publiques analysées dans cette contribution, beaucoup plus réactives face aux crises, révèlent des faiblesses dans la préparation et la prévention à long terme. Cela rejoint les observations d'UNICEF (2016), qui a souligné que les politiques éducatives dans les régions en crise sont souvent mal adaptées aux réalités locales et manquent de stratégies de résilience durables. Les réponses doivent être intégrées dans des plans nationaux de gestion des crises, qui privilégient la reconstruction et la résilience plutôt que la simple gestion des urgences. Ces conclusions appellent à une révision des politiques éducatives, pour qu'elles intègrent les facteurs de résilience face aux crises sécuritaires et climatiques de manière systématique et à long terme. Mais, il est à constater que l'émergence et le prolongement des situations d'urgence ne s'accompagnent pas forcément pas de nouvelles lois portant sur protection éducative comme dans certains contextes tel est le cas du Mali avec l'élaboration pour adoption d'un avant-projet de loi sur protection des écoles et des universités pendant les conflits armés.

Un autre point clé de cette étude est l'importance du rôle des communautés locales dans le maintien de l'éducation en temps de crise. Les résultats confirment que les solutions locales, telles que les espaces d'apprentissage communautaires, sont essentielles pour pallier les défaillances du système éducatif formel. Cette observation rejoint celle de Davies (2014) qui explore le lien entre l'éducation et les conflits, mettant en évidence que l'engagement des communautés locales dans la gestion et l'adaptation des systèmes éducatifs est cruciale pour leur durabilité et leur résilience, en particulier dans les contextes de crise. Les enseignants locaux, malgré leurs difficultés, sont également des acteurs centraux dans le processus de maintien de l'éducation, bien qu'ils soient confrontés à de nombreux défis, notamment le manque de soutien et de ressources.

En dernier lieu, il importe de noter des stratégies innovantes, telles que l'apprentissage à distance ou l'utilisation de technologies mobiles, offrent un potentiel considérable pour surmonter les barrières géographiques et matérielles mais ne constituent pas une solution universelle. Dans ce sens, plusieurs études montrent que l'utilisation des technologies dans des contextes de crise est limitée par plusieurs facteurs, notamment le faible accès à Internet, le manque d'infrastructures et la formation insuffisante des enseignants. En dépit de cela, les technologies numériques peuvent jouer un rôle complémentaire important dans la reprise de l'éducation, à condition qu'elles soient intégrées dans des stratégies plus larges de soutien à l'éducation en situation de crise.

Conclusion

Le diagnostic de la situation éducative met en évidence diverses crises mettant en mal les activités scolaires dans la région de l'Extrême-Nord. L'éducation en crises à l'Extrême-Nord du Cameroun nécessite une approche holistique et inclusive qui répond aux besoins éducatifs émergents tout en tenant compte des réalités socio-culturelles de la région. Les défis sont nombreux, mais ils ne doivent pas dissuader les acteurs éducatifs et humanitaires de travailler ensemble pour trouver des solutions durables.

Dans la logique de concrétisation de droit à l'éducation des enfants dans le contexte de crises à l'Extrême-Nord, divers mécanismes sont mis sur pied par l'État et ses partenaires au développement. Il s'agit des plans, des programmes et projets ambitionnant une couverture scolaire large. De ce fait, des actions souvent menées de manière conjointe et isolée par les acteurs de mise en œuvre. Tout ceci prouve qu'il est impératif que les gouvernements, les ONGs et les partenaires internationaux unissent leurs efforts pour garantir que chaque enfant, indépendamment de son contexte, ait accès à une éducation de qualité.

L'éducation ne doit pas être considérée comme un luxe, mais comme un droit fondamental, essentiel à la reconstruction et au développement durable des sociétés touchées par la crise. En intégrant des dimensions psychosociales, en favorisant la participation communautaire et en adoptant des méthodes d'enseignement innovantes, il est possible de transformer l'éducation en un levier de résilience et de paix. En investissant dans l'éducation aujourd'hui, nous posons les bases d'un avenir meilleur pour les générations à venir. Tout d'abord, il est crucial que les politiques publiques adoptent une approche de prévention et de résilience à long terme, plutôt que de se limiter à des réponses d'urgence. Ensuite, les communautés locales, les enseignants et les élèves doivent être au cœur des initiatives éducatives, car leur engagement et leur connaissance du terrain sont essentiels pour surmonter les obstacles. Enfin, les technologies éducatives, bien qu'elles ne puissent remplacer les infrastructures physiques, doivent être considérées comme un outil complémentaire pour renforcer l'accès à l'éducation dans les zones les plus isolées.

Références bibliographiques

- Abélégué Alliance Fidèle, 2021. « Prise en charge psychosociale des candidats à la réintégration à l'Extrême-Nord du Cameroun » » In *Réinsertion, réintégration et résiliences dans les communautés affectées par l'extrémisme violent à l'Extrême-Nord du Cameroun*, Maroua, UNFPA.
- Bass, Judith K., Ayash, Christine, Betancourt, Theresa S., et al. 2014. « Mental Health Problems of Displaced War-Affected Adolescents in Northern Uganda: Patterns of Agreement Between Self and Caregiver Assessment », *Journal of Child and Family Studies*, 23(5), 1000–1010. DOI : 10.1007/s10826-013-9755-9
- Collins Etienne Kana, 2018. « L'inadéquation entre l'offre et la demande d'éducation au Nord Cameroun : le cas du Département du Logone- et- Chari », *Éducation et socialisation*[En ligne],47|,URL:<http://journals.openedition.org/edso/2842>;DOI:<https://doi.org/10.4000/edso.2842>
- Crisis Group, 2024. Cameroun : apaiser les luttes liées à l'eau dans l'Extrême-Nord, *Briefing* 197 / *Africa*
- Davies, Lynn, (2014). "Education and Conflict: Complexity and Chaos." RoutledgeFalmer. ISBN 978-0415304245.
- Fernando M. Reimers and Connie K. Chung, 2010. « Education and Reconstruction: A Review of the Literature », *International Review of Education*, 56(4), 447-476.

- INEE, 2010. Minimum standards for education: preparedness, response, recovery. New York, Canada: Creatrix Group.
- IOM, 2019. Cameroon. Far North Region. Displacement Report. Round 18. Retrieved August 30, 2021, from <https://ww.iom.int/fr/countries/cameroon>
- IRC, 2022. Rapport de Monitoring de Protection, Janvier
- Jones, Nicola Anne, Abebe, Workneh, Kassahun, Guday Emirie, et Vintges, Joost. 2022. *Disrupted Educational Pathways: The Effects of Conflict on Adolescent Educational Access and Learning in War-Torn Ethiopia*, International Journal of Educational Development, 88, 102537. DOI : 10.1016/j.ijedudev.2021.102537
- Marion Fresia, Andreas von Känel et Anne-Nelly Perret-Clermont, 2021. « Les dispositifs éducatifs humanitaires. Faire l'école dans les interstices des États-nations », Anthropologie & développement, URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1603> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1603>
- MINEDUB, 2020. Carte scolaire des départements les plus sinistrés par la crise, Extrême-Nord, Cameroun.
- NRC, 2023. – Advocacy note Education : <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/briefing-notes/education-in-cameroon/the-urgent-need-to-deliver-quality-education-for-14-million-school-aged-children-in-cameroon.pdf>
- OCHA, 2022. Note de plaidoyer pour la réponse humanitaire Grand Nord : Logone-Birni, mars
- OIM, 2023. Rapport du Suivi des Déplacements, République Du Cameroun, Région de l'Extrême-Nord, Round 26, 8-22 février 2023 ».
- Omoeva, Carina, Hatch, Rachel, et Moussa, Wael. 2016. Violent Conflict and Educational Inequality: Literature Review. Education Policy and Data Center (EPDC). Plan International, 2022. Analyse cartographie des écoles fermées, attaquées et occupées dans la région de l'Extrême-Nord.
- UNESCO, 2011. Education under Attack 2010. Paris: UNESCO. URL: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000192416>
- UNHCR et INTERSOS, 2020. Évaluation de la situation de protection des déplacés du site de Djamalia installés à IGAWA, juin.
- UNICEF. (2016). The Impact of Armed Conflict on Children's Education: Lessons from the Field. UNICEF Policy Brief.



©2025 by the Authors. This Article is an open access article distributed under the terms and conditions of the Creative Commons Attribution (CC BY) license (<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>)